Observatoire des Élections en Europe

Helen Levy

Analyse

Élections en Espagne le 29 novembre : est-ce la fin de l'ère Sánchez ?

Le 29 novembre, les Espagnols sont invités à se rendre aux urnes pour des élections parlementaires anticipées (de neuf mois) afin d'élire les membres du Congrès des députés et du Sénat (les deux chambres du Parlement, les Cortes). Ces élections ont été convoquées à la suite de manifestations de grande ampleur, déclenchées après l'expulsion de Maricarmen, âgée de 87 ans, de la maison où elle vivait depuis 71 ans. Elle est soudainement devenue le symbole de la crise du logement qui s'aggrave en Espagne. Le président du gouvernement (Premier ministre) Pedro Sánchez, PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), a tenté, un peu trop tardivement, de faire adopter deux décrets-lois d'urgence pour remédier à la situation, mais ceux-ci ont été rejetés le 2 octobre par l'opposition : Parti populaire (PP), Vox et Junts per Catalunya. Par voie de conséquence, Pedro Sanchez a dissous les Cortes le 5 octobre, estimant qu'il appartenait au peuple de décider si son gouvernement méritait ou non la confiance de la population pour continuer à diriger le pays.

Trente-neuf millions d'Espagnols sont appelés aux urnes pour ce scrutin. Mais dans un paysage politique extrêmement fragmenté, quelle sera leur décision ? Les deux principaux partis, le PSOE (gauche) et le PP (droite), s'affronteront, tandis que Vox (extrême droite) s'impose comme une troisième force politique, ayant gagné du terrain par rapport aux dernières élections de 2023. À ces trois forces s'ajoute une myriade de partis régionaux plus modestes mais non négligeables, dont cinq se situent à gauche de l'échiquier politique. Cependant, apporteront-ils à nouveau leur soutien à Pedro Sánchez pour un quatrième mandat ?

Pour gouverner, un parti, ou coalition, devra obtenir 176 sièges pour disposer d'une majorité absolue. On se souvient toutefois qu'en 2023 le président du gouvernement sortant, Pedro Sanchez a réussi, sans remporter les élections parlementaires le 23 juillet, à se maintenir au pouvoir en parvenant à empêcher le Parti populaire, principal parti d'opposition de centre-droit, arrivé en tête du scrutin, d'obtenir une majorité, y compris en s'alliant avec le parti de droite populiste, Vox.

Quels ont été les principaux accomplissements de Pedro Sánchez depuis 2018 ?

Pedro Sánchez est au pouvoir depuis le 2 juin 2018 (2018-2020, 2020-2023, 2023-2026), il a été réélu lors des élections anticipées de 2019 et réélu une troisième fois en 2023 à la tête d'une coalition minoritaire avec Sumar (coalition de partis de gauche) et des partis régionaux de Catalogne, de Galice, des îles Canaries et du Pays basque. Depuis qu'il est président du gouvernement, Pedro Sánchez semble pouvoir se prévaloir de succès concrets dans plusieurs domaines comme par exemple en matière économique, de justice, de fiscalité, de logement, de santé, de climat et d'énergie, pour n'en citer que quelques-unes.

L'économie

D'un point de vue économique, l'Espagne affiche de bons résultats, avec un taux de croissance du PIB estimé à 2,7% au troisième trimestre 2026, alors que la moyenne de l'Union européenne n'a atteint que 1,5%. Bien que le taux de chômage reste relativement élevé

(10,3% en septembre) par rapport à la moyenne globale de l'Union européenne (6,2%), le nombre de chômeurs est en baisse depuis cinq ans. Avant l'arrivée au pouvoir de Pedro Sánchez, le pays avait connu des pics de chômage oscillant entre 17% et 26%. Son gouvernement a également relevé le salaire minimum à 1 080 € par mois et réduit le nombre de contrats temporaires, plus de 80% des moins de 35 ans bénéficiant désormais d'un emploi à durée indéterminée. Il convient notamment de noter que la coalition gouvernementale a investi plus de 40% des fonds alloués par le plan de relance post-Covid de l'Union européenne (NextGenerationEU) dans des mesures en faveur du climat et des économies d'énergie, en soutenant la mobilité durable, l'efficacité énergétique dans le logement et les énergies propres. Rappelons que l'Espagne est avec l'Italie le pays qui a été le principal bénéficiaire de ce plan avec 102 milliards € et 194,4 milliards € respectivement.

Logement

En matière de logement, véritable raison de la dissolution du gouvernement, des mesures ont été prises pour améliorer la situation comme le plafonnement des hausses de loyer à 3% ; les propriétaires bénéficient d'allègements fiscaux de 10% s'ils réduisent volontairement leurs loyers dans les régions les plus chères (Catalogne, Madrid et la côte sud) ; les collectivités locales ont reçu le pouvoir d'imposer une surtaxe de 50% sur les biens immobiliers laissés vacants et non aménagés pendant deux ans ; enfin, la part des logements à loyer modéré a été augmentée de 30 à 40% dans les nouveaux programmes immobiliers, et de 10 à 20% dans les programmes de réaménagement.

Fiscalité

L'impôt sur le revenu a été réduit pour les revenus les plus modestes. Un taux minimum de 15% a été imposé aux 1 070 plus grandes entreprises, tandis que l'impôt sur les sociétés des start-up a été ramené de 25% à 15%. Les investissements dans les start-up ont également bénéficié d'allègements fiscaux, tandis que la TVA applicable aux biens de première nécessité a été suspendue afin de lutter contre la hausse du coût de la vie.

Justice

Dans le domaine de la justice, le gouvernement de Pedro Sánchez a aboli le délit de sédition et rétabli le dialogue officiel avec le gouvernement de Catalogne, qui avait été gravement compromis en 2017 lorsque cette communauté autonome avait tenté d'organiser un référendum sur son indépendance. Dans un premier temps, les partis PP et Vox ont contesté les lois adoptées en 2024 par le gouvernement visant à accorder une amnistie totale à Carles Puigdemont et à d'autres dirigeants catalans. En 2025, la Cour constitutionnelle espagnole a confirmé cette mesure. Mais compte tenu des contestations persistantes à la suite de ces décisions, la Cour espagnole a saisi la Cour de justice de l'Union européenne et, en juillet 2026, cette dernière a finalement statué que l'amnistie n'affectait pas les intérêts financiers de l'Union européenne et n'enfreignait aucune directive antiterroriste de l'Union.

Le gouvernement espagnol a aussi pris des mesures pour tourner la page sur l'un des chapitres les plus sombres de l'histoire de l'Espagne, en actualisant la loi de 2007 sur la mémoire historique afin d'accorder une grâce rétroactive aux victimes de la dictature de Franco et de confier à l'État la responsabilité de l'exhumation des fosses communes. En 2019, la dépouille du dictateur Franco a été exhumée de la vallée des Morts et réinhumée au cimetière municipal de Mingorrubio-El Pardo aux côtés de son épouse, conformément aux souhaits de sa famille.

Pourquoi Pedro Sánchez est-il aujourd'hui contesté ?

Depuis 2025, Pedro Sánchez connaît des difficultés croissantes, à commencer par l'effondrement de la coalition minoritaire qui lui avait permis d'accéder au pouvoir après les élections de 2023. Il comptait notamment sur le soutien de sept députés de Junts per Catalunya, dirigé par Carles Puigdemont. Junts a retiré son soutien, apparemment en raison d'un

manque de résultats et du non-respect par le PSOE des engagements qu'il avait initialement pris. Cela a considérablement affaibli le gouvernement, l'exposant à une multitude de mécontentements politiques et sociaux en 2026.

Accusations de corruption

Il convient de rappeler que Pedro Sánchez est arrivé au pouvoir en 2018 après un gouvernement dirigé par le Parti populaire (PP) qui s'était révélé particulièrement corrompu comme par exemple l'affaire Gürtel, Barcenas ou Kitchen en promettant d'agir différemment. Mais, au cours des deux dernières années, des membres du gouvernement, ainsi que des membres de la famille du président du gouvernement, ont été accusés de corruption.

- En 2025, Santos Cerdán, secrétaire du PSOE, a été cité à comparaître devant le tribunal après qu'un juge eut suggéré qu'il aurait pu agir de concert avec d'anciens responsables du parti pour attribuer de manière irrégulière des marchés publics en échange de pots-de-vin.

- David Sanchez, frère cadet de Pedro Sanchez, a été reconnu coupable de trafic d'influence et de détournement de fonds au cours de l'été 2026 et s'est vu infliger une peine de 9 ans d'inéligibilité.

- L'épouse de Sanchez, Begoña Gomez, a été accusée d'avoir usé de son influence pour obtenir et occuper un poste à l'université Complutense de Madrid, ainsi que d'avoir utilisé des ressources publiques et ses relations personnelles pour servir ses intérêts privés. Le procès est en cours, une peine de 24 ans d'emprisonnement a été requise à son encontre.

- Enfin, l'ancien président du gouvernement (2004-2011) José Luis Rodríguez Zapatero (PSOE) a été mis en cause pour des faits similaires liés au sauvetage de la compagnie aérienne Ultra Plus, d'un montant de 53 millions €, et à l'utilisation abusive de ces fonds.

Immigration

En avril, l'Espagne a pris des mesures exceptionnelles, allant à contre-courant de ce qui se passe ailleurs en Europe, où de nombreux pays ont adopté une politique restrictive envers l'immigration en provenance de pays tiers. Le gouvernement a décidé d'offrir aux travailleurs sans papiers une possibilité de régulariser leur situation. Cette mesure est entrée en vigueur le 16 avril, les personnes concernées pouvant demander leur régularisation jusqu'au 30 juin. Pour contrer les critiques de cette politique, le gouvernement a établi certaines conditions : les sans-papiers devaient avoir résidé en Espagne depuis au moins cinq mois avant leur demande et le permis de séjour qui en ressort serait valable pour une période temporaire d'un an. Aussi ils doivent avoir un casier judiciaire vierge. Contrairement à ce qu'affirment certains partis d'extrême droite dans d'autres pays de l'Union européenne, les bénéficiaires de ce visa temporaire ne pourront vivre et travailler qu'en Espagne. La plupart des personnes en situation irrégulière en Espagne proviennent d'Amérique latine, principalement de Colombie et du Venezuela, c''est-à-dire des pays hispanophones. Plus d'un million de personnes ont déposé une demande pour obtenir l'un des 500 000 titres de séjour d'un an mis à disposition.

De même, il y a quatre ans, le gouvernement a adopté la « loi sur la mémoire démocratique » afin de réparer les torts et les injustices infligés pendant les 40 ans de dictature franquiste. Cette loi offrait la nationalité espagnole à ceux qui avaient été contraints à l'exil pendant la guerre civile : environ 2,4 millions de personnes ont déposé une demande et 544 000 ont été acceptées à ce jour.

Pedro Sánchez a justifié ces mesures en affirmant que, face à une évolution démographique défavorable, l'Espagne aurait besoin de davantage de main d'œuvre extérieure pour soutenir l'économie du pays dans un avenir proche. Le PSOE et le PP ont tous deux mis en place de telles mesures par le passé, mais cette fois-ci, les critiques ont été particulièrement virulentes de la part du PP et de Vox. Le tollé s'est particulièrement amplifié en juillet dernier, lorsqu'une crise migratoire a éclaté dans les enclaves espagnoles de Ceuta et

Melilla, situées sur la côte nord-africaine à la frontière avec le Maroc.

Bien que les raisons de cette crise restent encore floues —72 000 personnes, principalement des jeunes hommes, ont tenté de prendre d'assaut la frontière pour pénétrer sur le territoire espagnol, ce qui a entraîné 140 morts —, elle pourrait être imputée à de fausses rumeurs circulant sur les réseaux sociaux concernant la régularisation ou, comme le suggèrent d'autres rapports, au fait que le gouvernement marocain aurait activement encouragé cet afflux pour des raisons politiques ; il est toutefois clair qu'il ne s'agissait pas d'un événement spontané. L'Espagne a été contrainte de mobiliser à la fois la police et l'armée pour contenir la foule.

La majorité de ceux qui ont tenté de franchir la frontière ont finalement été renvoyés à la suite d'un accord conclu entre les gouvernements espagnol et marocain. Mais les partis d'opposition ont ouvertement critiqué le gouvernement Sanchez, et certains partenaires européens de l'Espagne se sont alarmés, le pays étant accusé de ne pas défendre correctement les frontières extérieures de l'Union européenne. 22 États membres ont adressé une lettre ouverte à Pedro Sanchez pour protester contre le chaos provoqué. A noter que le roi d'Espagne, Felipe VI, a entrepris une visite remarquée à Ceuta et Melilla les 13 et 14 octobre dernier, une première depuis son accession au trône en 2014.

Sécurité publique

Enfin, deux accidents ferroviaires graves se sont produits en Espagne en janvier et en octobre, qui ont causé la mort de 46 personnes et fait 292 blessés lors du premier, et de 69 personnes et plus de 200 blessés lors du second. La négligence et l'erreur humaine seraient à l'origine de ces accidents ; le parti Vox s'est montré très virulent sur la responsabilité sur le gouvernement. Des manifestations ont eu lieu devant le ministère des Transports, au cours desquelles la démission d'Oscar Puente, ministre des Transports et de la Mobilité durable, a été réclamée. Bien que ces accidents ne puissent être directement imputés au gouvernement, Oscar Puente a démissionné à la suite de ces catastrophes, déclarant qu'il ne pouvait décemment rester en fonction après deux accidents aussi graves.

Les partis d'opposition

Le Parti populaire

Le Parti populaire (PP) est l'adversaire historique du PSOE, mais ces dernières années, les électeurs se sont détournés des partis traditionnels, car ceux-ci ne semblent pas apporter de réponses aux problèmes auxquels la population est confrontée. Au pouvoir entre 1996 et 2004 (Aznar), puis de 2001à 2018 (Rajoy), il semble désormais qu'il serait prêt à conclure cette fois-ci un pacte avec Vox, qui a enregistré une progression significative dans les intentions de vote depuis les élections de 2023, pour améliorer ses résultats et revenir au pouvoir. Contrairement à la précédente élection de 2023, lors de laquelle Alberto Núñez Feijóo, son dirigeant, s'était engagé à ne pas s'allier à l'extrême droite. En octobre, Alberto Núñez Feijóo a déclaré qu'il poursuivrait les discussions avec Santiago Abascal, chef de file de Vox, dans le but d'empêcher Pedro Sánchez de se maintenir au pouvoir.

Vox

Vox, parti d'extrême droite, fondé en 2013, a remporté des sièges au Parlement après les élections de 2019 et a vu son influence électorale grandir depuis lors. Il considère ces élections anticipées comme une occasion de mettre en avant son programme, qui prévoit notamment l'expulsion des migrants en situation irrégulière ainsi que la priorité accordée aux Espagnols par rapport aux ressortissants étrangers en matière d'allocations sociales. Son programme vise aussi à mettre en œuvre des politiques beaucoup plus conservatrices sur le plan social. Vox est eurosceptique, il siège au sein du groupe des Patriotes (PfE) au Parlement européen et pourrait donc être tenté de revenir sur certaines réglementations européennes ou de s'y opposer.

Fort de ses gains, Vox semble déterminé à revendiquer des postes ministériels de premier plan au sein du

prochain gouvernement si le Parti populaire l'emporte le 29 novembre. Les élections régionales des douze derniers mois montrent que ces deux partis ont le vent en poupe, mais parviendront-ils à trouver un accord au niveau national ? Il semble que le Parti populaire n'obtiendra pas, à lui seul, la majorité absolue nécessaire et qu'il pourrait être contraint de négocier avec Vox malgré leurs divergences d'opinion.

Rappelons que le Parti populaire siège au sein du groupe PPE au Parlement européen. Ce rapprochement avec Vox signifierait-il un renversement des alliances et préfigurerait-il une nouvelle ligne sur l'Europe ? Il appartiendra aux électeurs espagnols de décider s'il souhaite se tourner davantage vers la droite ou rester au centre modéré.

Les scrutins locaux et le PSOE

L'Espagne est une fédération composée de 17 communautés autonomes et 2 villes autonomes (Ceuta et Melilla), établies par la Constitution de 1978. Les scrutins régionaux servent souvent d'indicateur pour les élections nationales ; les résultats récents témoignent des évolutions politiques et pourraient préfigurer l'issue du scrutin du 29 novembre.

- En décembre 2025, la région d'Estrémadure a vu le Parti populaire remporter 29 des 65 sièges à pourvoir, le PSOE en a recueilli 18 et Vox 11.

- En février 2026, la région d'Aragon a organisé des élections au cours desquelles Vox a réalisé une percée significative en doublant ses résultats de 2023 passant de 7 à 14 élus ; le Parti populaire est arrivé en tête avec 26 élus et le PSOE a enregistré son plus mauvais score historique perdant 5 sièges avec 18 élus.

- En mars, la Castille-et-León s'est rendue aux urnes, et une nouvelle fois, le PP et Vox ont réalisé une forte progression en remportant respectivement 31,4% et 17,6% des voix, le PSOE obtenant 30%. Cependant, bien que Vox et le PP n'aient pas formé de coalition après ce scrutin, le PP est resté dépendant du soutien de Vox, car il n'a pas remporté suffisamment de sièges pour détenir la majorité.

- En Andalousie, région espagnole la plus peuplée, les élections de mai 2026 ont vu la victoire du PP, qui a remporté 53 sièges, soit deux de moins que la majorité. Le PSOE en a eu seulement 28 et Vox 15.

Les partis en lice

La commission électorale a annoncé le 3 novembre que 29 partis se présentent au scrutin parlementaire avec la liste des candidats suivante.

- Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), dirigé par Pedro Sánchez ; le PSOE et Sumar ont formé en 2023 un gouvernement minoritaire disposant de 121 sièges,
- Le Parti populaire (PP), dirigé par Alberto Núñez Feijóo, principal parti d'opposition, a obtenu le plus grand nombre de sièges (137). Il est allié à l'Union du peuple navarrais (UPN) en Navarre.
- Vox (extrême droite), dirigé par Santiago Abascal, a remporté 33 sièges.
- Frente Amplio (gauche), dirigé par Ada Colau, est une coalition regroupant Sumar, Gauche unie (IU), Más Madrid et Comuns ; Sumar a remporté 31 sièges en 2023.
- Podemos (extrême gauche) est dirigé par Irene Montero. En 2023, il faisait partie de Sumar, mais cette fois-ci, il se présente séparément.
- Se Acabó La Fiesta – « La fête est finie » (SALF – extrême droite) est dirigé par Alvise Pérez. Il s'agit de sa première participation aux élections législatives. Il a remporté 3 des 61 sièges espagnols au Parlement européen en 2024.
- La Gauche républicaine de Catalogne (ERC – gauche) est dirigée par Gabriel Rufián et se présente dans quatre provinces catalanes ainsi qu'en Navarre, aux côtés d'EH Bildu ; elle a remporté 7 sièges en 2023.
- Junts per Catalunya (Junts – gauche), dirigé par Míriam Nogueras, se présente dans quatre provinces catalanes ; il a remporté 7 sièges en 2023 et a apporté son soutien à la coalition formée par le PSOE et Sumar, avant de retirer ce soutien en octobre 2025.

- Euskal Herria Bildu (EH Bildu – gauche) est dirigé par Oskar Matute et se présente dans trois provinces basques ainsi qu'en Navarre, aux côtés de l'ERC ; il a remporté 6 sièges en 2023.
- Le Parti nationaliste basque (EAJ-PNV – libéral) est dirigé par Idoia Sagastizabal. Il présente des candidats dans trois provinces basques ; il a remporté 5 sièges en 2023.
- Le Bloc nationaliste galicien (BNG – gauche), dirigé par Néstor Rego, se présente dans quatre provinces galiciennes ; il a remporté 1 siège en 2023.
- La Coaliión Canaria (centre-droit), dirigée par Cristina Valido, présentera des candidats dans les deux provinces des Canaries, aux côtés de Municipalistas Primero Canarias ; elle a remporté 1 siège en 2023.
- Compromís : Front Valencià (gauche), dirigé par Àgueda Micó, se présente aux côtés de l'EUPV, de Podem et de l'ERPV dans les trois provinces valenciennes ; il faisait partie de Sumar en 2023.

Que disent les sondages ?

Selon les sondages les plus récents, le PP recueillerait 29,8% des intentions de vote, suivi du PSOE à 26,9% ; Vox arriverait en 3e position avec 19,9%, tandis que Frente Amplio pourrait recueillir 6,7%. Les petits partis régionaux peuvent jouer un rôle déterminant car, bien qu'ils n'obtiennent pas de pourcentages élevés en termes de voix, leurs sièges sont répartis proportionnellement selon le système électoral.

Le système politique espagnol

Le Parlement espagnol (Cortes Generales) est bicaméral. Il se compose d'une chambre haute, le Sénat, et d'une chambre basse, le Congrès des députés.

Le Congrès des députés compte 348 membres, élus au moins tous les quatre ans au scrutin proportionnel plurinominal selon le système d'Hondt sur des listes fermées et bloquées dans 48 des 50 circonscriptions provinciales (Ceuta et Melilla votent à la majorité simple), chacune désignant au moins deux députés (un pour Ceuta et Melilla). Les sièges restants sont répartis entre les provinces en fonction de leur population. Les circonscriptions les plus importantes sont celles de Madrid (37 sièges), Barcelone (32), Valence (16), Séville et Alicante (12), Málaga (11) et Murcie (10). Une liste doit obtenir au moins 3 % des suffrages pour être représentée au Congrès des députés.

Le Sénat compte 208 membres élus sur des listes ouvertes (sénateurs provinciaux) et 56 représentants désignés par les 17 communautés autonomes du pays (sénateurs communautaires). Chacune des 50 provinces, quelle que soit sa population, élit 4 sénateurs provinciaux au scrutin majoritaire, à l'exception de Ceuta et Melilla, qui en élisent 2, et des îles Baléares et Canaries, où chacune des grandes îles (Grande Canarie, Majorque et Ténérife) en élit 3 et chacune des petites îles (Ibiza-Formentera, Minorque, Fuerteventura, Gomero, Hierro, Lanzarote et Palma) en élit un. En outre, chaque communauté autonome désigne (à la proportionnelle) un sénateur communautaire et un sénateur supplémentaire par million d'habitants. Ce système favorise les régions les moins peuplées du royaume.

Les élections au Sénat ont lieu le même jour que celles du Congrès des députés.

Rappel des résultats des élections parlementaires du 23 juillet 2023 en Espagne

Congrès des députés

Taux de participation : 69,95 %

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	% de voix obtenues	Nombre de sièges
Parti populaire (PP)	8 091 840	33.05	136
Parti socialiste ouvrier (PSOE)	7 760 970	31.70	122
Vox	3 033 744	12.39	33
Sumar (S)	3 014 006	12.31	31
Ensemble pour la Catalogne (JxCat)	392 634	1.89	7
Gauche républicaine de Catalogne (ERC)	462 883	1.60	7
Réunir le Pays basque (EH Bildu)	333 362	1.36	6
Parti nationaliste basque (EAJ/PNV)	275 782	1.12	5
Parti animaliste pour l'environnement (PACMA)	165 768	0,67	0
Bloc nationaliste galicien (BNG)	1 523 727	0,62	1
Coalition canarienne (CC)	114 718	0,46	1
Union du peuple navarrais (UPN)	51 764	0,21	1
Autres		2,61	0

Source : https://resultados-elecciones.rtve.es/generales/2023/congreso/

Sénat

Taux de participation : 70,13 %

Partis politiques	Nombre de sièges
Parti populaire (PP)	120
Parti socialiste ouvrier (PSOE)	72
Parti nationaliste basque (EAJ/PNV)	4
Réunir le Pays basque (EH Bildu)	4
Gauche républicaine de Catalogne a (ERC)	3
Gauche Indépendante	7
Ensemble pour la Catalogne (JxCat)	1
Union du peuple navarrais (UPN)	1
Groupe socialiste Girona (ASG)	1
Groupe indépendant El Hierro (AHI)	1
Autres	0

Source : https://resultados-elecciones.rtve.es/generales/2023/senado/

Au pouvoir depuis plus de huit ans, Pedro Sánchez serait-il sur le déclin ? Les électeurs se sont-ils lassés des lois progressistes adoptées au cours de cette période ? Les différents scandales de corruption ont-ils fini par avoir raison de lui et de son parti ? Ou bien Pedro Sánchez pourrait-il réaliser un nouvel exploit et rester au pouvoir ? Face à l'adversité, il a souvent prouvé qu'il était capable de renverser la situation à son avantage.

Le Parti populaire pourrait-t-il prendre l'avantage, mais remportera-t-il suffisamment de sièges pour former une majorité ? S'il ne remporte pas la majorité absolue, serait-il prêt à s'allier à Vox et, dans ce cas, ces deux partis parviendront-ils à surmonter leurs divergences pour trouver un accord de coalition durable ? sur quel programme ?

Beaucoup dépendra de la campagne qui débute le 13 novembre et se terminera à minuit le 27 novembre, laissant une journée de réflexion avant le vote. Différentes chaînes de télévision proposent des débats en face-à-face (le 16 novembre sur Mediaset, le 17 novembre sur RTVE et le 23 novembre sur Atresmedia). Ces chaînes ont également proposé d'organiser des débats télévisés avec les principaux candidats les 18, 23 et 26 novembre.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:
www.robert-schuman.eu
Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la seule responsabilité de l'auteur.
© *Tous droits réservés, Fondation Robert Schuman, 2026*

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.